

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 02/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Coopérative Bourgogne du Sud

6 Avenue du Président Borgeot
BP 6
71350 Verdun-Sur-Le-Doubs

Références : 2025-301
Code AIOT : 0005401061

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2025 dans l'établissement Coopérative Bourgogne du Sud implanté ZI Vignolles route de Seurre 21200 Beaune. L'inspection a été annoncée le 16/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Coopérative Bourgogne du Sud
- ZI Vignolles route de Seurre 21200 Beaune
- Code AIOT : 0005401061
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le site est composé de silos de stockages de céréales, de deux séchoirs à céréales et est classé SEVESO seuil-bas pour son stockage de produits phytosanitaires.

Ce site a fait l'objet d'un incendie de séchoir en novembre 2024.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Art.11	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Conformité aux plans et données techniques	Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article Art.7	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article art.4	Sans objet
2	Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Art.9	Sans objet
3	Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Art.9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé deux non-conformités. Dans le cadre de l'installation de son nouveau séchoir prévu fin 2025-début 2026, l'inspection demande à l'exploitant de revoir les types de danger et les zones d'effets associés, ainsi que sa stratégie de lutte contre l'incendie et la mise à jour du plan général des réseaux: ces deux points font l'objet des non-conformités relevées lors de cette inspection.

A noter que l'ensemble du séchoir incendié en novembre est démonté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article art.4
Thème(s) : Autre, consignes de sécurité
Prescription contrôlée :
Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations

comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. [...]

Constats :

L'accident survenu en novembre dernier nécessite de mettre en place une procédure de remise en service des installations du site.

Pour cela, l'exploitant dispose :

- Plan d'intervention en cas de sinistre datant de janvier 2022 ENR ICPE BEAUNE - 2022-01-03 ;
- Procédure d'exploitation : remise en service des installations après incident : PRO-29 Version 2 du 01/06/2021

Cette procédure comprend, entre autres, les étapes suivantes :

- L'élimination des risques incendie et explosion
- la suppression de l'accumulation de grains ;
- L'information des agents du site ;
- La procédure d'acquittement des défauts ;
- Une série d'essais avant remise en service (test des organes de sécurité, vérification des reports sur le synoptique de la salle de commande...).

Ces points de la procédure s'appliquent aux éléments de l'installation ayant fait l'objet d'un arrêt: séchoirs, élévateurs, aspiration...

D'après l'exploitant, le Plan d'intervention et la procédure de remise en service des installations après accident ont été revus suite à l'incendie de novembre 2024 et sont en cours de validation.

Des opérations de mise en sécurité ont été nécessaires avant le redémarrage de l'installation. Si des opérations de maintenance sont nécessaires avant la remise en service de l'installation, celles-ci sont suivies dans la **Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO)** :

Tests des organes de sécurités et report sur le synoptique de contrôle suite à l'accident, pompage des eaux d'incendie présentes dans les sous-sols...

Par sondage, l'inspection a regardé le report dans la GMAO du contrôle électrique avant remise en route des installations : **Bordereau de Travaux BT N°47158** issu de **Demande d'Intervention DI n°34014** interventions les 16/17 et 18 novembre par SGN ELEC pour le contrôle de toutes les sécurités machines. Le suivi de cette intervention, dans la GMAO, n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.

L'inspection a également regardé les éléments associés au BT N°47324 issu de DI n°34170 avec remplacement transporteur BT N°47540 DI 34306 sans relever d'observations particulières.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Art.9
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles électriques
Prescription contrôlée : [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie. Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.[...]
Constats : L'exploitant a présenté le rapport n°MK.24.778556423.D004 sur la vérification des installations électriques au titre de la réglementation relative aux installations classées (rubrique 2160). Ce rapport reprend les vérifications effectuées les 5 et 6 juin 2024 (le rapport de la vérification réalisée en juin 2025 n'est pas encore parvenu à l'exploitant). Les mesures des prises de terre (1 Ohm) ainsi que la vérification des masses métalliques et de la continuité du conducteur de protection et de l'interconnexion équipotentielle (0,2 Ohm) n'appellent pas d'observations particulières. L'exploitant a également présenté le rapport n°MK.24.778556423.D003 concernant la vérification des installations électriques - prévention des risques contre la foudre - réalisée les 5 et 6 juin 2024. La conformité aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100, fait l'objet du rapport Q18 contrôlé au point de contrôle n°3 ci-après. Ce rapport n'appelle pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Art.9
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport de conformité
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées. [...]

<p>Constats :</p> <p>Risque liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds: Voir point de contrôle précédent ;</p> <p><u>Conformité du matériel électrique:</u> Le rapport Q18 suite au contrôle réalisé le 06/05/2025 par un organisme habilité a été présenté à l'inspection :</p> <p>Ce rapport concerne le contrôle de vérification complète de l'installation (Silo 69- 71, silo 83, séchoirs 1 et 2, bureaux bascule, hangar appro, case engrais, case déchets silo). Il conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Prévention des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Art.11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport Q4 a été établi à la suite à la visite du 06/06/2025 par un organisme habilité.</p> <p>Il mentionne une non-conformité : « Le quantitatif extincteur est inférieur à la dotation déclarée sur la dernière déclaration de conformité N4 émise (Règle APSAD R4 et Article R.4227-29 du code du travail).</p> <p>L'extincteur n°068 n'a, par ailleurs, pas été vérifié.</p> <p>L'exploitant déclare que dans le cadre de la mise en place d'un nouveau séchoir, l'étude de danger sera complétée et en découlera la mise à jour de l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie. Un Porté à Connaissance devrait être déposé courant de l'été 2025.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de fournir ses éléments d'analyses pour septembre 2025 et de vérifier le bon état de fonctionnement de l'ensemble de ses moyens incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Conformité aux plans et données techniques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article Art.7</p>
<p>Thème(s) : Autre, Plans des installations</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les plans des installations sont tenus à jour; ils doivent être en accord avec l'état réel des installations, y compris les plans figurant les conduites ou circuits des utilités. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan des installations avec l'indication des phénomènes dangereux (mise à jour août 2024) est présenté à l'inspection. Il localise les types de danger, les moyens d'accès et les moyens de lutte contre l'incendie (poteaux incendie, colonnes sèches...).</p> <p>Un plan de recollement partiel des réseaux a été présenté (version 26/09/2022). L'exploitant précise qu'il est actuellement en cours de mise à jour et complété pour être annexé au Porté à Connaissance prévu d'être déposé à l'été 2025 en vue de l'installation d'un nouveau séchoir durant l'hiver 2025/2026 afin d'être opérationnel pour la campagne d'été 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant établit le plan complet des réseaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>